

Unité départementale du Bas-Rhin  
14 rue du Bataillon de Marche n°24  
BP 10001  
67050 STRASBOURG cedex

Strasbourg, le 04/12/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/10/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **ADLER PELZER FRANCE GRAND-EST**

16 RUE COLBERT  
BP 35  
67390 MARCKOLSHEIM

Code AIOT : 0006701518

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/10/2024 dans l'établissement ADLER PELZER FRANCE GRAND-EST implanté 16 RUE COLBERT - 67390 MARCKOLSHEIM. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 28/10/2024 s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle des installations classées pour l'environnement.

De plus, en date du 11/01/2024 une demande de l'association « Pour la Qualité de vie à Marckolsheim » a été déposée auprès des services de l'inspection des installations classées.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ADLER PELZER FRANCE GRAND-EST
- 16 RUE COLBERT - BP 35 - 67390 MARCKOLSHEIM
- Code AIOT : 0006701518
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ADLER PELZER (ci-après nommée « l'exploitant ») est autorisée à exploiter une usine de fabrication de produits confectionnés à partir de feutre et de résines synthétiques. Ces fabrications sont destinées à l'industrie automobile. Les enjeux principaux résident dans la prévention du risque incendie et la maîtrise des émissions atmosphériques de Composés Organiques Volatils.

L'exploitant a été mis en demeure par arrêté préfectoral du 24/11/2022 de respecter ses valeurs limites d'émissions de ses rejets d'eau superficielles, ainsi que par arrêté préfectoral du 28/05/2024

pour ne pas avoir effectué ses campagnes d'analyses d'eau pour la recherche des PFAS.

Les références réglementaires sont les suivantes :

- arrêté préfectoral de mise en demeure du 24/11/2022 ;
- arrêté préfectoral de mise en demeure du 25/05/2024 ;
- arrêté préfectoral d'autorisation du 10/07/2009 ;
- le code de l'environnement.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées au préfet; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Modification de l'activité de l'installation	Code de l'environnement du 02/08/2005, article R.181-46-II	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
2	Dossier de réexamen IED	Code de l'environnement du 02/08/2005, article R.515-71	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
5	Rejets Air	Arrêté Préfectoral du 10/07/2009, articles 3.2.4 et 3.2.5	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Suivi de Mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 24/11/2022, article 1	Sans objet
4	Suivi de Mise en demeure (PFAS)	AP de Mise en Demeure du 28/05/2024, article 1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a déféré à la mise en demeure du 28/05/2024.

#### L'inspection a relevé de nombreuses non-conformités :

- L'inspection a constaté la modification des activités de l'installation sans en avoir été informé au préalable tel que prévu dans l'article R.181-46-II du code de l'environnement.
- L'exploitant n'a pas transmis de dossier de réexamen au regard de son activité classée dans une rubrique IED dont il dispose. Cela constitue une non-conformité à l'article R.515-71 du code de l'environnement.
- Des dépassements importants des valeurs limites d'émissions (VLE) des flux de composés organiques volatils (COVs) et d'ammoniac ont été constatés, cela constitue une non-conformité aux articles 3.2.4 et 3.2.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Une mise en demeure de respecter ces points a été proposée.

De plus, des sanctions pénales sont encourues par l'exploitant pour :

- l'exploitation d'une extension sans effectuer de notification au préalable, constituant une contravention de 5<sup>e</sup> classe, réprimée par les dispositions de l'article R.514-4 5<sup>e</sup> du Code de l'environnement ;
- la non-remise du dossier de réexamen au regard des meilleures techniques disponibles de la Décision d'exécution (UE) n°2022/2427 de la commission du 06/12/2022 (publiée le 12/12/2022) établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour les systèmes communs de gestion et de traitement des gaz résiduels dans le secteur chimique, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil relative aux émissions industrielles ; constituant une contravention de 5<sup>e</sup> classe, réprimée par les dispositions de l'article R.514-4 5<sup>e</sup> du Code de l'environnement.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Modification de l'activité de l'installation

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 02/08/2005, article R.181-46-II
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative
<b>Prescription contrôlée :</b> Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.
<b>Constats :</b> L'installation est classée à autorisation au titre de la rubrique 2660 (« Fabrication industrielle ou régénération de polymères » pour son activité de mousses insonorisantes pour l'industrie automobile par la synthèse de polymères (mousse polyuréthane).  L'inspection a constaté sur site la suppression des lignes « FMP » (de fabrication de textile), ces lignes ont été remplacées par un ensemble de ligne de transformation mécanique et thermique d'une mousse polyuréthane d'origine extérieure. (7 lignes : une de revêtement et six de compression thermomécanique, dites de « thermocompression »). De même, l'inspection a constaté en toiture la construction de 9 nouveaux conduits de cheminée (dont 6 en fonctionnement, car ils correspondent aux lignes de thermocompression). L'activité de thermocompression n'est pas prévue dans l'arrêté préfectoral d'autorisation et n'est pas décrite dans le dossier d'autorisation de 2008. L'inspection n'en a pas été avisée au préalable.  Ces modifications (l'installation de nouvelles lignes de process ainsi que la suppression de la ligne « FMP ») n'ont pas été notifiées au préfet du Bas-Rhin préalablement à la mise en service. Cela constitue une non-conformité à l'article R.181-46-II du code de l'environnement. C'est pourquoi il est proposé au préfet du Bas-Rhin de mettre l'exploitant en demeure de respecter ces dispositions.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

### N° 2 : Dossier de réexamen IED

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 02/08/2005, article R.515-71
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Dossier de réexamen IED
<b>Prescription contrôlée :</b> I. - En vue du réexamen prévu au I de l'article R. 515-70, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, sous la forme d'un dossier de réexamen dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles. (...)  Décision d'exécution (UE) n°2022/2427 de la commission du 06/12/2022 (publiée le 12/12/2022) établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour les systèmes communs de gestion et de traitement des gaz résiduels dans le secteur chimique, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil relative aux émissions industrielles.  Arrêté ministériel du 02/02/1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation : « I. La publication des conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour les systèmes communs de traitement/ gestion des effluents gazeux dans le

secteur chimique (WGC) déclenche la procédure de réexamen prévue à l'article R. 515-70 I du code de l'environnement pour les établissements mentionnés à l'article R. 515-58 du même code dont les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives au BREF principal sont celles pour :

- « - les produits de chimie organique fine (OFC) ;
- « - la chimie inorganique de spécialité (SIC) ;
- « - la fabrication de polymère (POL). »

**Constats :**

L'installation relève de la rubrique 3410 h) (« Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques organiques, tels que : h) Matières plastiques (polymères, fibres synthétiques, fibres à base de cellulose) » ). Le document BREF principal, cadencant le réexamen, est le BREF «POL », car l'installation fabrique de polymères, en l'occurrence des mousses polyuréthanes par réaction chimique entre un polyol et un isocyanate.

En application de l'article 6 bis de l'arrêté ministériel du 02/02/1998, la procédure de réexamen est déclenchée par la parution des conclusions sur les MTD « WGC ».

L'exploitant devait produire le dossier de réexamen au plus tard le 12/12/2023, ce qui lui a été rappelé à l'issue de la précédente visite.

Le dossier de réexamen au regard des meilleures techniques disponibles de la décision d'exécution en objet, n'a pas été produit.

Cela constitue une non-conformité à l'article R.515-71 du code de l'environnement.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 3 : Suivi de Mise en demeure**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 24/11/2022, article 1

**Thème(s) :** Risques chroniques, rejet eaux superficielles

**Prescription contrôlée :**

La société ADLER PELZER située au 16 rue Colbert à MARCKOLSHEIM (67390) est mise en demeure de respecter, pour ses installations situées à la même adresse :

- dans un délai de trois mois, les prescriptions de l'article 4.3.9 de l'arrêté préfectoral du 10/07/2009 susvisé reprises ci-après :

«L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet dans le réseau collectif d'évacuation et de traitement des eaux résiduaires industrielles les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.

- débit maximal pendant une période de 24 heures consécutive : 1 m<sup>3</sup>/j
- - concentrations et flux maximaux sur eaux brutes (non décantées) :

Paramètres	Valeurs limites	Flux
Ph	compris entre 5.5 et 8.5	obtenu par neutralisation si besoin
DCO	200 mg/l	200 g/j
DBO5	150 mg/l	150 g/j

**Constats :**

Ces valeurs limites ne s'appliquent qu'aux eaux de procédé résultant de la découpe au jet d'eau des pièces en matière plastique et textile produites par l'exploitant. Ceci se déduit de la demande d'autorisation instruite en 2009.



Le prélèvement de ces eaux doit être réalisé, suivant l'article 9.2.3 de l'arrêté préfectoral « en aval du filtre ».

Concernant ces eaux, le dossier de demande d'autorisation instruit en 2009, précise en page 100 qu'elles sont mélangées aux eaux usées sanitaires avant raccordement au réseau et que « le respect des valeurs applicables aux seules eaux usées en provenance des postes de découpe n'est pas vérifiable ».

Le point de rejet depuis lequel les résultats d'analyse transmis à ce jour à l'inspection sont obtenus est celui du raccordement au réseau.

L'inspection demande, pour la vérification du respect des valeurs-limites de rejet que, comme l'impose l'arrêté préfectoral, le prélèvement avant analyse soit fait directement en sortie du dispositif de filtration des eaux de découpe au jet avant mélange de ces eaux avec d'autres effluents.

**Proposition de suites :** Sans suite

#### N° 4 : Suivi de Mise en demeure (PFAS)

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 28/05/2024, article 1

**Thème(s) :** Risques chroniques, rejet eaux superficielles (PFAS)

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyses par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté ministériel du 28/04/2014 susvisé.

**Constats :**

L'exploitant a effectué les campagnes de rejets d'eau pour le rejet de PFAS en date du 04/04/2024, du 28/05/2024 et du 20/06/2024 et a transmis ses résultats dans l'application GIDAF.

L'exploitant a déféré à la mise en demeure.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : Rejets Air

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/07/2009, articles 3.2.4 et 3.2.5

**Thème(s) :** Produits chimiques, rejets air

**Prescription contrôlée :**

Article 3.2.4 :

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration. Les volumes de gaz étant rapportés:

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo-pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en volume en O<sub>2</sub> de 21 % sauf pour les aérothermes pour lesquels cette teneur est de 3 % (combustibles gazeux)

Nature de l'installation / id de l'émissaire	Paramètres	Concentration en mg/Nm <sup>3</sup>
Cheminées de toutes les installations de production	Poussières totales	25
	Acétaldéhyde, formaldéhyde, phénol et TDI	5
	Ammoniac	5
	COV (cheminées de types A, B, C, D, E et F existantes)	20

	COV (cheminées de type H et L)	55
Aérothermes	Poussières SO <sub>2</sub> Nox	5 35 350

#### Article 3.2.5

On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes :

Substances	Flux horaires en g/h
Poussières	375
Acétaldéhyde + formaldéhyde + TDI + phénol	45
Ammoniac	50
COV	1150

Les valeurs en flux s'appliquent à la somme des émissaires rejetant le même polluant.

#### Constats :

L'exploitant a transmis ses résultats d'analyse de rejets atmosphériques de l'année 2023 par courriel du 28/10/2024, les analyses de l'année 2024 ont été transmises le 04/11/2024 .

Les résultats des analyses de l'année 2023 indiquent des dépassements en flux et en concentration des rejets de COV.

En effet,

- pour le semestre 1 :
  - l'inspection a constaté une valeur de 76,5 mg/Nm<sup>3</sup> de COV au niveau de la cheminée H2 (pour une VLE prescrite de 55 mg/Nm<sup>3</sup>) ;
  - le flux total de COV de toutes les cheminées est de 1 888,6 g/h (pour une VLE de 1 150 g/h).
- Pour le semestre 2 :
  - l'inspection a constaté une valeur de 133 mg/Nm<sup>3</sup> au niveau de la cheminée H2 (pour une VLE prescrite de 55 mg/Nm<sup>3</sup>) ;
  - le flux total de toutes les cheminées est de 2 093,2 g/h (pour une VLE de 1 150 g/h).

Les résultats des analyses de l'année 2024 indiquent également des dépassements en flux et en concentration des rejets de COV.

En effet, pour le semestre 1 (les résultats du second semestre ne sont pas parvenus à l'exploitant) :

- l'inspection a constaté une valeur de 87,7 mg/Nm<sup>3</sup> de COV au niveau de la cheminée H4 ; une valeur de 94,8 mg/Nm<sup>3</sup> pour la cheminée H5 et une valeur de 79,2 mg/Nm<sup>3</sup> pour la cheminée (pour une VLE prescrite de 55 mg/Nm<sup>3</sup>) ;
- le flux total de COV de toutes les cheminées est de 2 275,8 g/h (pour une VLE de 1 150 g/h).

De plus, durant l'année 2024, l'exploitant a effectué des mesures pour 5 nouveaux conduits fonctionnels, ce qui augmente le flux global de COV et d'ammoniac de l'installation.

En effet :

- pour les COVs, la somme des flux des nouvelles cheminées correspond à 138,7 g/h (ce qui fait passer le flux global de l'installation à 2 414,5 g/h) ;
- pour l'ammoniac, la somme des flux des nouvelles cheminées correspond à 192 g/h (ce qui

fait passer le flux global de l'installation à 198,3 g/h, pour une VLE prescrite de 50 g/h).

Ces résultats ne sont pas conformes aux VLE prescrites dans l'arrêté préfectoral sus-visé.

Les flux mesurés du COV en 2023 et 2024 correspondent à des dépassements de 64 % à 109 % de la VLE prescrite par arrêté.

Le flux en ammoniac mesuré en 2024 correspond à un dépassement de 297 % de la VLE prescrite par arrêté préfectoral.

Les nouvelles installations, constituant la modification non préalablement notifiée (cf. fiche de constat n°1) contribuent à ces dépassements particulièrement pour ce qui est du flux d'ammoniac qui sans cette contribution serait conforme à la limite prescrite de 50 g/h.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

\*\*\*